



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



La Poste
PIC de
Lille

le 08 mars 2023

LE 7 MARS ET APRÈS : GRÈVE GÉNÉRALE POUR TOUT BLOQUER ?

Voilà plus d'une semaine que le Sénat examine la réforme des retraites. Selon le journal Le Monde, les débats « s'y enlissent ». Ah bon ? Mais, pour les millions de travailleurs qui doivent payer d'une vie au boulot les profits records des patrons et les cadeaux que leur fait le gouvernement, il n'y a aucun débat : cette réforme ne doit pas passer. Des millions de personnes l'ont exprimé clairement depuis deux mois dans la rue.

Nous sommes des millions : pour le retrait sans discussion

Tout le pays est contre la réforme. Les manifestations massives ont montré notre force. Elles nous ont permis de nous retrouver, de discuter et d'établir le lien entre nos revendications sectorielles et cette bagarre pour le retrait d'une réforme qui résume toute la politique de ce gouvernement en faveur des patrons et des plus riches. Elles sont l'occasion de constater aussi notre cohésion et notre détermination. Entre la dernière journée et le 7 mars, l'intervalle aura été long, mais les millions de personnes mobilisées n'ont pas changé d'avis. La journée du 7, où les manifestants sont descendus dans la rue plus nombreux encore que le 19 et le 31 janvier l'a montré. Le gouvernement fait l'autruche et croise les doigts, mais ses genoux tremblent. Olivier Véran a même accusé les grévistes de risquer une « catastrophe écologique » : les ministres ne sont pas sereins !

Nous ne voulons pas « râler », nous voulons gagner !

Le mouvement est à la croisée des chemins. Nous avons montré notre force, mais la menace ne suffira pas à faire reculer le gouvernement. Une seule journée de grève ? Lui et les patrons attendront tout simplement le lendemain que tout soit rentré « dans l'ordre »...

Mardi 7 mars, l'intersyndicale a appelé à « mettre le pays à l'arrêt » : c'est-à-dire à une grève qui réunisse toutes et tous. Une date annoncée et attendue depuis deux semaines, dont l'ampleur peut être le tremplin vers les suivantes.

Mercredi 8 mars, la journée de lutte internationale pour les droits des femmes a été bien plus suivie que d'habitude. Tout le monde sait que cette réforme les touchera plus durement, à cause des carrières fractionnées, des temps partiels imposés, des inégalités salariales... La grève et les manifestations traditionnellement appelées ce jour-là font partie de la lutte contre la réforme des

retraites.

Aujourd'hui, ce sont les jeunes qui se mobilisent, touchés de plein fouet par la précarité, le chômage, les bas salaires.

Ces trois dates ont été l'occasion dans bien des secteurs de reconduire la grève, et de montrer aux autres que cela était possible.

Le gouvernement a peur de perdre le contrôle

Il faut que ces journées, qu'on en fasse une ou plusieurs, nous donnent confiance en notre propre force. Car c'est ce qui ferait passer un cap au mouvement : que ce soient les grévistes et les manifestants qui décident du rythme de la mobilisation. Que la grève se lance sans donner au gouvernement et au patronat une rassurante date de retour au calme. Ce qui fera céder le gouvernement, et le patronat, c'est leur panique devant les suites du mouvement. Et donc, pas seulement un mouvement planifié par leurs interlocuteurs syndicaux habituels, mais un mouvement imprévisible parce qu'il décide par lui-même où il va. Il faut que le gouvernement ne sache pas où donner de la tête !

C'est cela qui est à préparer, par des assemblées générales dans les entreprises, des comités de grève, de quartiers, de zones industrielles, des coordinations, des interprofessionnelles : tous les cadres de discussion qui permettent de décider nous-mêmes, d'établir nous-mêmes nos revendications, de nous coordonner entre tous les secteurs, publics comme privés, et d'unifier les contestations en un tout.

Nous devons passer des avertissements de jours de grève isolés à la grève générale pour imposer le retrait pur et simple de la réforme. Mais aussi pour aller au-delà de la question des retraites, qui n'est que le sommet émergé de tout un monde d'injustice et d'exploitation.

Macron n'est soutenu que par le patronat : nous, nous sommes des millions !

Mobivia : les commandes explosent, pas nos salaires !

En quelques mois le nombre de pièces auto que nous préparons et expédions depuis la PIC a quasiment doublé. Pourtant ni nos salaires, ni les effectifs n'ont doublé depuis. Comme avec Auchan, Wing, La Grande Récré, etc... pour La Poste ces nouvelles activités c'est une machine à faire du cash en utilisant notre travail. C'est nous qui faisons le boulot en bas, il va falloir qu'on en prenne conscience pour exiger le minimum : des salaires décentes pour tous les postiers et des embauches !

Jusqu'au bout de la nuit

En nuit, on nous interdit régulièrement de sortir avant 5h58 voire 59, même quand le boulot est terminé. Et l'encadrement veille au grain : gare à celui qui veut partir avant. Ce monde capitaliste est vraiment absurde au point de nous garder en captivité 5 minutes de plus après une nuit de travail et alors que nous avons tous besoin d'aller nous coucher. Un monde qui fonctionne à ce point à l'envers, il va falloir s'en débarrasser le plus vite possible.

Surveillés comme à Alcatraz

La direction met la pression toute la journée : que ce soit en jour ou en nuit, on essaye de nous sucrer nos pauses. Pas moyen de souffler sans être rappelé à l'ordre, même quand il y a moins de boulot. Histoire de nous faire comprendre qu'on est bon qu'à bosser. On garde dans un coin de la tête ces petites brimades... Il n'est peut être pas si loin le jour où on leur fera avaler leur mépris.

Merci Patron

Philippe Wahl se félicite : cette année, « l'intéressement sera le plus haut jamais accordé ». Une prime qui avoisine les 800 euros, ça met en effet du beurre dans les épinards. Mais en comparaison des 1,2 milliards d'euros de bénéfice net que La Poste a gagné sur notre dos cette année, ce n'est finalement pas grand chose. Surtout quand on sait que l'intéressement est aussi une prime au présentisme, ce qui pénalise les collègues qui ont été un peu trop absents au goût de la direction. Fondamentalement, ce dont on aurait besoin face à la vie chère, c'est une vraie augmentation des salaires. Pour l'obtenir, il faudra mettre La Poste sous pression par nos luttes. La vraie bonne nouvelle, c'est que la prime de Wahl nous paiera nos jours de grève !

Aux origines du 8 mars : déjà la lutte pour l'émancipation et contre le sexisme !

C'est le mouvement ouvrier socialiste international qui organise la première journée de lutte pour les droits des femmes en mars 1911. En 1917, ne supportant plus la misère sociale due à la Première Guerre mondiale, des ouvrières du textile en Russie se saisissent de cette date pour se mettre en grève et entraînent à leur suite les ouvriers. Cette grève des femmes du 8 mars a été le déclencheur de la plus grande révolution du XXe siècle, qui a mis fin à la Première Guerre mondiale dans

l'empire russe.

Aujourd'hui, dans un monde où les femmes sont encore les premières victimes de la misère et des guerres, et où, même dans les pays occidentaux, elles subissent de plein fouet les violences et la précarité, il y a de quoi lutter. Nous sommes aux côtés de celles et ceux qui ont participé à cette journée, contre la récupération mièvres du gouvernement. A l'image de la déclaration d'Elisabeth Borne, qui, à l'occasion de la « journée de la femme », a annoncé le remboursement des serviettes hygiéniques pour les moins de 25 ans. A l'heure où la réforme des retraites risque de faire baisser considérablement le niveau de vie des femmes, c'est une belle hypocrisie.

Pour remettre en cause l'oppression et l'exploitation sous toutes ses formes, c'est bien le système en entier que nous devons renverser !

Augmentation de 16,6 % sur les produits de base

Selon le panier de courses de France Info, établi en partenariat avec le réseau de radios France Bleu et le cabinet NielsenIQ, le prix de 37 produits de base quotidiens a augmenté en février de 16,6 % sur un an et de 1 % par rapport à janvier. Il s'établit en moyenne France entière à 105,25 euros. Plus aucun département n'affiche un panier inférieur à 100 euros. En Vendée, le département le moins cher, le panier s'affiche à 100,20 euros tandis qu'il passe à 125,06 euros en région parisienne. Bref les prix flambent partout. Raison de plus pour se battre pour des augmentations de salaire, des retraites et des allocations de toutes sortes.

« Faire mieux avec les mêmes moyens », y'a pas moyen !

Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des lignes TER, la région Hauts-de-France a récemment attribué à la SNCF le premier lot, dit « de l'étoile d'Amiens ». Son président, Xavier Bertrand, a précisé que l'entreprise devra faire mieux à moyens constants, ce qui ne signifie pas autre chose que davantage empirer les conditions de travail des cheminots et donc mieux dégrader le service pour les usagers. L'ouverture à la concurrence ? Une manière pour la SNCF, ses concurrents patronaux et l'État de ne rien changer.

Toutes nos publications sur

site : nouveupartianticapitaliste.fr

Facebook : Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA

Twitter : @NPA_NouPar Anti

Instagram : @npanouveupartianticapitaliste